Elebrualdesdeidents du Togo du



• (Page 03)

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0454 du Mercredi 26 Janvier 2022 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre l'sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Chine

Lutte «sans pitié» contre la corruption dans la tech

Pékin a annoncé vendredi, sa volonté de s'attaquer à la corruption, notamment dans le secteur technologique, ce qui a fait reculer en ... • (Page 08)

<u>Aéronautique</u>

Airbus va recruter au moins 6000 personnes en 2022

Mercredi, le groupe avait annoncé la suppression de 15'000 postes en 2020 lors de la crise traversée ... (Page 08)



Espace UEMOA

7ème revue annuelle des réformes du Togo



Fédération Internationale des Fabricants de Textile • (Page 04)

ARISE IIP devient membre « Corporate » de l'ITMF

Awa Nana-Daboya a déclaré ses biens et avoirs

Comme promis en octobre 2021, quelques jours après sa prestation de ... • (Page 02)

Employabilité au Togo L'AGET et la CNEJ signent un accord de partenariat

L'Association des Grandes
Entreprises du Togo
(AGET) et la Coalition
Nationale pour l'Emploi
des Jeunes ...

• (Page 04)

Akinwumi Adesina visite la raffinerie de Dangote

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), le Dr Akinwumi A. Adesina, a visité samedi 22 janvier 2022, la raffinerie de pétrole et le ... • (Page 06)

FNFI / Témoignages L'histoire atypique de NABEDE Awilanéna

Chaque bénéficiaire du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a une histoire particulière.
Celle de dame NABEDE Awilanéna est ... • (Page 11)



Bonne gouvernance

Awa Nana-Daboya a déclaré ses biens et avoirs

Comme promis en octobre 2021, quelques jours après sa prestation de serment, le Médiateur de la République Awa Nana Daboya a procédé ce 24 janvier 2022 devant la Cour Constitutionnelle à la déclaration de ses biens et avoirs.



• Eyram AKAKPO

e Médiateur de la République, Awa ✓ Nana Daboya, pourra désormais recevoir la déclaration des biens et avoirs hautes personnalités, hauts fonctionnaires et autres agents de l'Etat. En effet, la déclaration de ses biens a été recue le lundi dernier à la Cour constitutionnelle en présence du président de l'institution Aboudou Assouma. La cérémonie s'est déroulée à huis clos conformément à la loi organique du 24 janvier 2020. « Nous prenons acte de cette déclaration. Un procès-verbal sera donc dressé pour servir

et valoir ce que de droit », a déclaré Aboudou Assouma. Conformément à la loi organique n°2021-006 du 1er avril 2021, le Médiateur de la République est chargé de recevoir les réclamations portées contre le fonctionnement des administrations publiques et ses démembrements. Il est aussi chargé de recevoir de recevoir les déclarations de biens et avoirs des hautes personnalités, hauts fonctionnaires et autres assujettis conformément à la loi organique n°2020-003 du 24 janvier 2020 modifié par la loi organique n°2021-13 du 1er juillet 2021. Les premières personnes qui seront reçues dans cet exercice

de déclaration des biens et avoirs sont le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Premier ministre. S'en suivront les chefs d'institutions, des hautes personnalités etc. A travers la déclaration des biens et avoirs, les autorités entendent lutter davantage contre la corruption et la fraude et promouvoir par la même occasion la bonne gouvernance dans tous les secteurs. Il sied de rappeler que les biens et avoirs à déclarer par les hautes personnalités sont estimé à 50 millions FCFA et au-delà et à 20 millions FCFA pour les autres assujettis.



AUX DÉCIDEURS ...

Des connaissances pour éclairer les décisions

Loin des modèles d'aide induisant la dépendance, les entrepreneurs africains tracent une nouvelle voie pour une croissance inclusive sur le continent.

Dans un nouveau manuel sur l'entrepreneuriat africain, 46 universitaires sont réunis pour explorer des questions allant des institutions et des écosystèmes à l'entrepreneuriat technologique, à l'entrepreneuriat dans les zones de conflit et aux questions de genre et de diversité. La mission est de partager les connaissances et d'éclairer les décisions.

Le Palgrave Handbook of African Entrepreneurship est une référence pour les chercheurs et les praticiens qui s'intéressent au commerce international, à l'entrepreneuriat et aux économies émergentes. C'est aussi une ressource pour les étudiants, les coordonnateurs de cours et les responsables de programmes qui organisent des modules en entrepreneuriat et en gestion d'entreprise.

Il est destiné à guider les décideurs politiques à travers l'Afrique et au-delà. Le livre donne un aperçu de la façon dont les entrepreneurs africains naviguent dans des environnements institutionnels souvent turbulents et des marchés volatils. Il met également en lumière les stratégies innovantes de réseautage et de ressourcement utilisées par les propriétaires d'entreprise.

Ce manuel offre une vision du monde souvent simplifié mais assez complexe, à plusieurs niveaux, de l'entrepreneuriat africain. Il déballe les problèmes et les perspectives, les cultures et les contextes, ainsi que les caractéristiques et l'avenir de l'entrepreneuriat africain. Les contributions s'appuient sur des travaux de terrain empiriques et des réflexions de praticiens.

Le Palgrave Handbook of African Entrepreneurship présente des cas et des idées au niveau national de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est, du Sud et du Nord. Il examine des thèmes clés émergents tels que l'entrepreneuriat technologique, les questions de genre et de diversité, et l'entrepreneuriat dans les zones de conflit. L'entrepreneuriat africain partage des caractéristiques similaires avec tout autre type d'entrepreneuriat. Un élément déterminant est peut-être le sens accru, bien que non exclusif, de la communauté.

Des pôles d'entrepreneurs férus de technologie, généralement jeunes, se multiplient sur tout le continent. Ils prospèrent sur les idéaux du partage des connaissances et de la co-création.

Ces hubs ont connu un énorme succès dans la création de nouveaux emplois, la stimulation de l'écosystème entrepreneurial et l'amélioration de la qualité de vie grâce à la technologie. Ils défient également les universités traditionnelles en tant que sites de production de connaissances. Ceci a été réalisé en adoptant une structure plate où les membres du hub exercent une autonomie créative.

Il existe également des défis d'intégration économique limitée entre les pays africains, mais ceux-ci sont désormais prioritaires pour les organismes régionaux. Les mesures protectionnistes hostiles imposées par les gouvernements occidentaux sont un défi important qui a attiré une attention limitée mais qui est extrêmement important. Ils portent souvent sur des produits et dans des domaines où les pays africains sont compétitifs.

S'ils sont vraiment prêts à faire des affaires avec l'Afrique, les pays riches et puissants doivent se débarrasser du paternalisme qui a défini et conduit l'interaction avec les pays africains pendant des décennies. Ce modèle de dépendance est préjudiciable et inadapté.

Palgrave Handbook of African Entrepreneurship présente des idées et des cas conceptuels et empiriques panafricains et aborde la modernisation et l'évolution rapides de l'entrepreneuriat et des pratiques commerciales africaines.

Il fait progresser la recherche en explorant des sujets émergents dans le contexte africain tels que l'entrepreneuriat dans les zones de conflit, l'entrepreneuriat féminin et l'entrepreneuriat numérique tout en développant des modèles et des cadres conceptuels qui guident la recherche et l'érudition futures.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie: 56 600 km ²	Populationdata
Population: 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 % (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig: 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Gha		
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation: 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale: 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique: 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national: 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH: 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Espace UEMOA

7ème revue annuelle des réformes du Togo

La Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) passe en revue, avec le gouvernement du Togo, les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre effective des reformes, programmes et projets communautaires. L'évènement s'est tenu le mardi 25 janvier 2022 à Lomé en présence du ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani YAYA et du président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP.

• Joël YANCLO

Au cours de ces trois dernières années, notre pays le Togo s'est illustré comme l'un des pays de l'UEMOA ayant enregistré des résultats encourageants, avec un taux moyen de mise en œuvre des réformes communautaires passant de 64% en 2018 à 78,2% en 2021, soit une progression moyenne annuelle de 7%. Dans le même temps le taux de mise en œuvre des programmes est passé de 57% à 89,3% », a fait savoir le ministre Sani YAYA, mardi 25 janvier 2022 à Lomé, à l'ouverture des travaux de la phase politique de la revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires initiée par la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). La 7ème revue effectuée en 2021, révèle que l'état de mise en œuvre des réformes au Togo se situe à

78,2% contre 78% en 2020, et celui des programmes à 89,28% contre 78,15% en 2020. La réforme phare mise en œuvre, qui est au cœur de la gestion des finances publiques, est afférente à la gestion axée sur les résultats, notamment la mise en œuvre et l'exécution du budget de l'Etat en mode programme démarrée en janvier 2021 au Togo. Pour le président de la Commission de l'UEMOA, « la 7ème revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'UEMOA au Togo est un vecteur essentiel pour l'approfondissement du processus d'intégration économique dans l'espace UE-MOA. Elle permet aux instances exécutives de l'Union d'évaluer les niveaux d'atteinte des objectifs poursuivis par le traité de l'UEMOA » a rappelé Abdoulaye Diop, Président de la Commission de l'UEMOA.

D'importantes ré-



formes enregistrées

Au Togo, l'année 2021 a enregistré d'importantes réformes et le gouvernement demeure convaincu que c'est par les réformes que sera améliorée la gouvernance tant au niveau des affaires publiques que privées. Parmi ces réformes, on peut citer

entre autres : l'adoption des textes relatifs aux marchés publics et aux partenariats public-privé (PPP) ; l'élaboration et la publication des rapports d'évaluation des dépenses fiscales pour les années 2019 et 2020 ; la mise en place de l'Agence Togo Digital (ATD) pour accompagner les Institutions

et ministères dans la dématérialisation de leurs services ; le renforcement du cadre juridique du contrôle des finances publiques par le vote de deux lois organiques relatives à la Cour des Comptes et aux Cours Régionales des Comptes ; la mise en place de l'assurance maladie universelle ; le démarrage à partir de l'année 2021 de la production du document de déclaration des risques budgétaires. Les avancées significatives notées dans la mise en œuvre des réformes sont le résultat, au-delà de l'engagement du gouvernement, de l'appui multiforme des Partenaires Techniques et Financiers qui font confiance au Togo dans sa marche résolue vers le progrès et le développement économique au bénéfice de ses populations. Raison pour laquelle le ministre Sani YAYA leur « un hommage mérité et leur demander d'intensifier leur soutien aux actions du gouvernement visant le développement économique et social de notre pays. Je voudrais également rendre un hommage mérité à la Commission de l'UEMOA qui ne cesse d'apporter son appui technique pour nous permettre de mettre en œuvre les réformes et les programmes qu'elle impulse ».









Baromètres Togo

	*3%
Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie: 56 600 km ²	Populationdata
Population: 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 % (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 % (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire: 2,1% (2017)	BAD
Smig: 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

res rogo			
Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso			
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata		
Chiffres clés			
Valeur	Sources		
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC		
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata		
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC		
Balance commerciale: 373.810 millions (2017)	BCEAO		
Dette publique: 72% du Pib (2018)	FMI		
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD		
Budget national: 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF		
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's		
IDH: 0.503 / 1 (2017)	Populationdata		

Fédération Internationale des Fabricants de Textile

ARISE IIP devient membre « Corporate » de l'ITMF

ARISE IIP, le développeur et opérateur panafricain de parcs industriels de classe mondiale, a annoncé le 24 janvier 2022, avoir rejoint la Fédération internationale des fabricants de textiles (ITMF) en tant que membre « Corporate ».



• Vivien ATAKPABEM

rise IIP identifie les lacunes industrielles dans les pays africains afin de libérer de la valeur et créer de nouvelles industries. L'objectif est d'industrialiser les secteurs clés en créant une transformation locale, en maximisant la production, l'efficacité et les coûts, ce qui génère à son tour une valeur ajoutée locale. Arise IIP cherche à stimuler les exportations, à permettre la transformation locale des matières premières et à promouvoir le commerce en créant des zones économiques spéciales sur mesure au Gabon, au Bénin et au Togo. Au Bénin et au Togo, Arise IIP se concentre sur la création de chaînes de valeur pour l'industrie textile - de l'approvisionnement en matières premières à la transformation des ressources en passant par la fabrication, jusqu'à l'exportation de produits finis. En devemembre "Corporate" de l'ITMF, Arise IIP bénéficiera d'un réseau international unique, de l'expertise de l'ITMF et d'une plateforme globale pour la chaîne de valeur textile où les tendances mondiales sont discutées. "En rejoignant l'ITMF, nous avons accès à tous les principaux acteurs de la chaîne de valeur mondiale du textile et de l'habillement. Le monde

est de plus en plus intégré. Par conséquent, la coopération le long de la chaîne de valeur textile mondiale et la compréhension de sa complexité et de sa dynamique sont primordiales", a déclaré M. Rajaguru Raja, PDG de la division textile d'Arise IIP. "En devenant membre de l'ITMF, Arise IIP enrichit notre organisation d'une expertise précieuse sur la chaîne de valeur du textile en Afrique de l'Ouest, une région qui va jouer un rôle croissant dans notre industrie dans les années à venir. De même, Arise IIP bénéficiera d'un réseau international unique, de l'expertise de l'ITMF et d'une plateforme internationale où les tendances internationales sont discutées", a déclaré Christian Schindler, directeur général de l'ITMF.

À propos de ARISE IIP

ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP) est un développeur et un opérateur panafricain de parcs industriels de classe mondiale, engagé dans la transformation économique du continent. Nous identifions des opportunités dans les chaînes de valeur commerciales et industrielles à travers l'Afrique, nous concevons, finançons, construisons et exploitons les infrastructures nécessaires, en jouant un rôle de catalyseur tout en soutenant les pays dans leur transition vers une économie industrielle. Notre ambition est de libérer le potentiel industriel du continent tout en neutralisant nos émissions de carbone et notre impact sur le climat. ARISE IIP est actuellement présent au Bénin (GDIZ), au Togo (PIA) et au Gabon (GSEZ). La GSEZ a été classée meilleure zone économique spéciale du monde dans le secteur du bois (classement 2020 du FDI).

INTEGRATED INDUSTRIAL

Employabilité au Togo

L'AGET et la CNEJ signent un accord de partenariat

L'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) et la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes (CNEJ) ont signé le vendredi 21 janvier 2022 à Lomé, un accord de partenariat pour rehausser le niveau de l'emploi au Togo.

Bernard AFAWOUBO

ehausser le niveau de l'emploi au Togo travers une synergie d'actions, tel est l'objet de la signature d'un accord de partenariat qui lie désormais l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) et la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes (CNEJ). La cérémonie de signature de cet accord entre les deux institutions représentées par Jonas Daou, Président de l'AGET et Eric Tamandja, secrétaire permanent de la CNEJ s'est déroulée en présence des ministres du développement à la base et celui du commerce et de l'industrie. A travers cet accord, un programme de mentorat à l'endroit des entrepreneurs togolais sera mis en place. L'objectif visé est de renforcer la synergie entre les membres et resserrer les liens avec le bureau exécutif ; échanger sur les perspectives économiques du Togo et les grands thèmes de la vie de l'entreprise ; développer le partenariat entre l'AGET et les autres organisations patronales de la sous-région ; et renforcer la coopération internationale et la position régionale du Togo dans les échanges commerciaux.

A propos de l'AGET

L'AGET est une association professionnelle représentant les grandes entreprises des secteurs de l'industrie, des services, du commerce et des BTP. Acteur de poids dans l'économie togolaise, l'AGET totalise pour 2018, un chiffre d'affaires global de 850 milliards FCFA. Elle est l'un des



principaux réseaux d'entreprises du Togo en termes de contributions fiscales au budget de l'Etat avec plus de 135 milliards d'impôts et taxes payés et emploie en direct plus de 10.000 salariés. L'AGET fait la promotion des entreprises togolaises et du Togo dans un environnement mondial dominé par la globalisation et une compétition accrue. Elle a pour mission de stimuler la liberté d'entreprendre, promouvoir l'entrepreneuriat et soutenir une amélioration profonde du climat des affaires. Comptant à ce jour plus de 65 entreprises membres, les objectifs de l'association sont simples, il s'agit avant tout de : La défense de la compétitivité et de la productivité des entreprises et du secteur privé ; La diffusion de l'information

; L'appui aux grands projets nationaux; La représentation des entreprises auprès des organismes publics et des organisations internationales ; La participation à la vie économique du pays en tant que force de proposition ; La contribution et la participation des membres de l'AGET dans les grands chantiers de développement au Togo

A propos de la CNEJ

La Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes (CNEJ), est une institution chargée d'aider à lutter contre le chômage chez cette couche de la population, dispose désormais d'un nouveau comité de pilotage. Composée de 17 membres, cette nouvelle unité de contrôle a été installée officiellement le 10 décembre 2020.



Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. * La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source: OMC - Organisation Mondiale du Commerce; Banque Mondiale, dernières données disponibles







Le GIM-UEMOA recrute un TECHNICO-COMMERCIAL SUR LA PLACE DU TOGO (H/F)

Le GIM-UEMOA, Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA est l'Organisme de gouvernance, de tutelle et de gestion de la monétique régionale dans la zone UEMOA. Il compte cent trente-quatre (134) Institutions membres dans huit (8) pays.

Dans le cadre du développement de ses activités, le GIM-UEMOA recrute en contrat à durée indéterminée (CDI), un Technico-Commercial. Le poste est basé au Togo, et correspond à une position de Non Cadre.

Rattaché(e) au Responsable Développement Marché Monétique, le Technico-Commercial aura pour mission: de réaliser les objectifs commerciaux (quantitatifs et qualitatifs) qui lui sont fixés, d'assurer la prise en charge locale dans le pays, des différentes activités du GIM-UEMOA pour lesquels il peut être sollicité, de gérer et développer un portefeuille de clients, de recueillir et analyser les besoins des membres et clients et leur proposer des offres commerciales adaptées à leurs besoins, de remonter à la hiérarchie les demandes d'évolution et autres requêtes, de rendre compte de son activité commerciale à travers le CRM et les outils de reporting disponibles, d'assurer la satisfaction et la fidélisation des clients de son portefeuille etc.

A ce titre, vous serez chargé(e):

- d'alimenter l'outil CRM avec des données pertinentes permettant d'évaluer l'action commerciale dans son ensemble (gestion clients /prospects, visites, ventes, tableaux de bord, KPI, etc...)
- de faire un Reporting hebdomadaire de son portefeuille permettant d'apprécier la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs (rapport d'activité, cartographie de souscription, agenda des rencontres, compte rendu de visites, suivi des ventes, suivi de la relation clientèle, suivi de la prospection, etc.)
- d'analyser les statistiques de son activité, faire des recommandations à valider par la hiérarchie et veiller leur bonne exécution
- de remonter à la hiérarchie toute difficulté rencontrée (commercial, marché, projet, etc.)
- d'assurer le bon fonctionnement du bureau de représentation de manière à préserver l'image du GIM-**UEMOA**
- de faire de la prospection et de la veille sur son marché
- de constituer et tenir une base de données du marché monétique dans le pays (Banques, Etablissements financiers et postaux, structures de microfinance, Etablissements de Monnaie Electronique, Gros accepteurs, Administrations, Organismes internationaux, etc.).
- de maintenir à jour un annuaire des contacts des membres et des prospects (Direction Générale, Responsable Marketing et Communication, Responsable Monétique, Responsable Informatique, Responsable des Ressources Humaines, Responsable Juridique, etc.)
- d'organiser des rencontres régulières avec les membres et/ ou les clients (Gestion globale de la relation, Suivi commercial des projets, Recueil des difficultés, Suivi de la conformité, Echanges sur les perspectives et les opportunités, etc.)
- d'élaborer des propositions commerciales en conformité avec la politique commerciale pour validation et signature par les membres
- de faire le suivi de la bonne exécution des commandes clients et du traitement des requêtes
- d'assurer la promotion des produits et services monétiques du GIM-UEMOA sur le marché local
- de conseiller et d'assister les membres à la demande dans l'élaboration de leur plan de développement monétique
- de contribuer sur sollicitation à l'organisation logistique et administrative au niveau local des formations de places et/ou régionales de GIM Academy

Le descriptif de ces missions n'est pas exhaustif.

De nationalité de l'un des pays de l'UEMOA, de formation supérieure, vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau Bac+3 en action commerciale, marketing, en techniques de ventes, en gestion ou équivalent.

Avoir au moins 2 années d'expérience professionnelle dans le commercial et une bonne connaissance des produits digitaux.

Vous avez le sens du relationnel, de l'orientation client, de la communication orale et écrite, de la rigueur et de l'organisation. Vous avez une bonne connaissance de la gestion de la relation client, du marketing numérique, de la vente et de la négociation, alors n'hésitez pas à envoyer votre candidature (CV, lettre de motivation, diplômes, etc.) à :

recrutement@gim-uemoa.org ou gim-uemoa@gim-uemoa.org

Les documents (CV, lettre de motivation, diplômes, etc.) devront être envoyés exclusivement sous format PDF. Les profils techniques sont vivement encouragés. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 13 février 2022, à 16h00 TU

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

NB: Veuillez mentionner l'intitulé du poste à pourvoir en objet de votre message comme suit : TECHNICO-COMMERCIAL TOGO

Complexe pétrochimique

Akinwumi Adesina visite la raffinerie de Dangote

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), le Dr Akinwumi A. Adesina, a visité samedi 22 janvier 2022, la raffinerie de pétrole et le complexe pétrochimique de Dangote. Occasion pour lui de constater que l'installation change la donne pour l'industrialisation et l'intégration régionale de l'Afrique.



Nicole ESSO

e président de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi A. Adesina, a décrit les projets de raffinerie de pétrole et d'usine pétrochimique de Dangote comme une « initiative révolutionnaire » qui stimulera le développement de l'Afrique et approfondira l'intégration régionale. Le chef de la première banque de développement du continent a visité la nouvelle raffinerie de pétrole brut et l'usine de production pétrochimique nigériane de 19,5 milliards de dollars appartenant à Dangote Industries Limited. La raffinerie de pétrole et le complexe pétrochimique de Dangote, situés dans la zone de libreéchange de Lekki, couvrent une superficie d'environ 2 635 hectares. En 2014, le conseil d'administration de la BAD a approuvé un prêt de 300 millions de dollars à Dangote Industries Limited pour soutenir la construction et l'exploitation de la raffinerie de pétrole brut et de l'usine de fabrication d'engrais. Les deux installations devraient créer 38 000 emplois pendant la construction Adesina a déclaré que «le groupe Dangote est un « accélérateur de croissance en Afrique... Je suis complètement époustouflé par l'ampleur de ce que je vois ici. Il s'agit d'un complexe industriel de classe mondiale qui fera la fierté du Nigeria et de l'Afrique. À la Banque africaine de développement, nous sommes fiers de ce projet. Chaque pays africain doit avoir un Aliko Dangote pour aider le continent à s'industrialiser. Les projets de raffinerie de pétrole et d'usines pétrochimiques sont des exemples de la stratégie de

l'industrialisation par l'amélioration de la transformation des ressources naturelles et des exportations, ainsi qu'un soutien pour accélérer l'entrepreneuriat africain indigène. Selon le président et directeur général du groupe Dangote, Aliko Dangote, la raffinerie, qui a la capacité de répondre à 100 % des besoins du Nigeria en produits raffinés avec un excédent pour l'exportation, est la plus grande raffinerie de pétrole à train unique au monde, avec une capacité de traitement de 650 000 barils de pétrole brut par jour. On estime que d'ici 2023, le Nigéria n'importera aucun produit pétrolier - contre environ 50 milliards de dollars d'importations actuelles de produits pétroliers par an. La raffinerie comprend un parc de réservoirs de traitement d'eau de 440 millions de litres et un lotissement construit pour 50 000 employés et leurs familles sur place. Dangote a déclaré que « nous apprécions le soutien du gouvernement nigérian, de nos prêteurs et des institutions de financement du développement comme la Banque africaine de développement, sans qui nous ne serions pas arrivés aussi loin. Nous avons entretenu de bonnes relations de travail avec la Banque et cette visite nous encourage davantage.

africains



Adesina et Dangote ont discuté du potentiel de collaboration entre la Banque africaine de développement et Dangote Industries Limited pour étendre leurs activités à d'autres pays africains. Une collaboration possible pourrait inclure la création d'un corps de fabrication industrielle africaine composé d'ingénieurs et d'autres techniciens qui ont construit la raffinerie. Adesina a déclaré que cela serait inestimable pour le partage des compétences à travers le continent. Devakumar Edwin, directeur exécutif du groupe Dangote pour la stratégie, les projets d'investissement et le développement du portefeuille, a décrit l'usine d'engrais comme "le plus grand complexe d'engrais à base d'urée granulée d'Afrique". Il a déclaré que l'usine d'engrais dispose de deux lignes de production, chacune produisant 2 200 tonnes d'ammoniac et 4 000 tonnes d'urée granulée chaque jour. Le premier train a été construit et déployé au deuxième trimestre 2021. Plus de 300 000 tonnes d'urée ont été produites et vendues au quatrième trimestre 2021, principalement sur les marchés d'exportation. Le deuxième train de production devrait être mis en service au premier trimestre 2022. L'usine fait désormais du Nigeria un exportateur net d'engrais.

Etendre la collaboration à d'autres pays

Burkina Faso

Les compagnies minières poursuivent leurs activités

Selon les données de l'ITIE, les mines représentent plus de 8 % des recettes de l'Etat burkinabé et contribuent à 12 % au PIB. De ce point de vue, la poursuite des activités minières participe au bon fonctionnement de l'économie.

e coup d'Etat annoncé au Burkina Faso ✓le 24 janvier 2022 n'a pas perturbé les opérations minières. C'est ce qu'il faut retenir des communiqués quasiment identiques, publiés entre lundi et mardi 25 janvier par les compagnies présentes dans le pays ouest-africain. Pour le canadien Fortuna Silver Mines, les «activités se poursuivent normalement» à sa mine d'or Yaramoko. Même son de cloche à la mine d'or Sanbrado de l'australien West African Resources, ainsi que chez le géant aurifère Endeavour Mining.Ce dernier a indiqué le 24 janvier, au lendemain d'un weekend marqué par des tirs dans la capitale Ouagadougou, que «ses opérations et ses d'approvisionnechaînes ment au Burkina Faso n'ont pas été affectées par la situation politique actuelle». Si d'autres compagnies comme Orezone Gold ou Iamgold



n'ont pas encore réagi, la situation ne devrait être guère différente de leurs côtés, si on se réfère aux conséquences des coups de force similaires qui ont eu lieu ces derniers mois en Guinée et au Mali, deux autres poids lourds du secteur minier africain. En raison notamment de la place centrale qu'occupe l'exploitation minière dans les recettes publiques de ces Etats, les nouveaux dirigeants s'empressent souvent de rassurer les investisseurs pour la poursuite normale des activités économiques.

Cependant, la fermeture «jusqu'à nouvel ordre» des frontières aériennes et terrestres annoncée par la junte au pouvoir demeure un sujet d'inquiétude pour l'approvisionnement à moyen et long terme des compagnies, ainsi que pour leurs exportations. Pour rappel, c'est le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration, dirigé par Paul Henri Sandaogo Damiba, qui a revendiqué le coup d'Etat contre le président Roch Christian Kaboré.

Avec Agence Ecofin

Afrique subsaharienne

Un consortium de 3 entreprises lance une formation virtuelle en meunerie

En plus d'être en déficit numérique, les meuniers en Afrique connaissent également un déficit en compétences. Ce qui ne garantit pas toujours la bonne qualité des produits alimentaires. Pour renforcer les compétences de ces professionnels, une initiative vient d'annoncer une formation en ligne.

'allemand **DEG** (Deutsche Investitions-und twicklungsgesellschaft mbH), le suisse Bühler et le kényan eProd Solutions Ltd ont convenu de lancer un programme de formation en ligne dans le domaine de la meunerie en Afrique. La formation destinée aux meuniers professionnels et amateurs vise à améliorer la technologie de broyage et la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans l'agriculture. « Ce projet nous offre une occasion unique de concevoir une solution personnalisée et très efficace à apporter aux meuniers pour leur permettre d'améliorer la qualité des produits et de réduire les pertes de traitement, afin de renforcer la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire en Afrique subsaharienne », a déclaré Matthias Grabe, directeur général de Bühler East Africa. En Afrique subsaharienne, l'industrie de la fabrication des farines fait face à un défi de

compétences. Non seulement



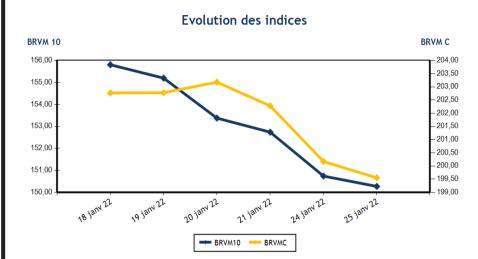
la région connaît un déficit de meuniers, mais également les professionnels en activité manquent de connaissance dans l'application des technologies de base. Selon Bühler, les entreprises du secteur ont généralement tendance à ne pas investir dans la formation du personnel. Ce qui entraîne des conditions de travail dangereuses, un manque d'entretien et des produits alimentaires peu sûrs. Repartie sur 14 modules, la formation est focalisée entre autres sur l'acquisition de bonnes matières premières, conseils de production sur mesure, la traçabilité dans la

chaîne d'approvisionnement, les opérations de broyage optimal en termes de quantification. Outre les sessions de formation, le programme proposera des tests dans le but de délivrer des certifications aux participants. La formation diffusée à partir de l'African Milling School de Nairobi, au Kenya, débutera le 31 mars 2022 par un programme pilote. Les partenaires des programmes ont déclaré que l'objectif initial est de former 250 meuniers en Afrique subsaharienne.

Avec Agence Ecofin

la Banque africaine de développement visant à favoriser

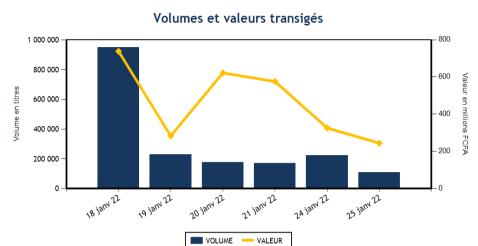




Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 006 758 787 049	-0,31 %
Volume échangé (Actions & Droits)	105 799	-52,34 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	223 686 941	-27,72 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	116,67 %
Nombre de titres en baisse	17	-10,53 %
Nombre de titres inchangés	11	-31,25 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	2 255	7,38 %	-12,26 %
BERNABE CI (BNBC)	2 100	5,00 %	-3,45 %
TOTAL SN (TTLS)	2 000	3,36 %	1,27 %
CIE CI (CIEC)	1 955	2,89 %	3,17 %
SICOR CI (SICC)	4 800	2,13 %	-6,25 %



Obligations	Niveau	Evol. Jour	
Capitalisation boursière (FCFA)	7 282 269 166 327	-0,07 %	
Volume échangé	2 000	23,08 %	
Valeur transigée (FCFA)	20 400 000	25,50 %	
Nombre de titres transigés	1	-66,67 %	
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %	

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	-5,56 %	-5,56 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	900	-5,26 %	-6,25 %
SOGB CI (SOGC)	4 930	-5,10 %	-1,40 %
SAFCA CI (SAFC)	760	-5,00 %	-10,59 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 710	-4,47 %	1,79 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	111,54	-0,57 %	1,30 %	16 370	20 719 495	21,89
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	451,43	0,41 %	0,57 %	15 135	96 535 310	7,98
BRVM - FINANCES	15	75,14	-0,91 %	-2,58 %	51 602	48 488 711	14,16
BRVM - TRANSPORT	2	546,95	7,25 %	-12,08 %	1 239	2 606 550	9,12
BRVM - AGRICULTURE	5	237,90	-1,61 %	-2,22 %	6 167	29 897 225	14,80
BRVM - DISTRIBUTION	7	397,80	-0,34 %	-2,36 %	14 831	25 027 675	25,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 116,66	-1,63 %	23,97 %	455	411 975	5,24
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-				-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,17	
Taux de rendement moyen du marché	5,95	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,69	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	1 806 592,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	421 666 702,76	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,63	
Ratio moyen de satisfaction	27,97	
Ratio moyen de tendance	769,60	
Ratio moyen de couverture	12,99	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	1,67	
Nombre de SGI participantes	25	

<u>Définitions</u>

Volume moyen annuel par séance Valeur moyenne annuelle par séance Ratio moyen de liquidité Ratio moyen de satisfaction

Ratio moyen de tendance

Ratio moyen de couverture

- = Volume annuel échangé / nombre de séances
- = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- = Moyenne des ratios de satisfaction (Prime echanges / Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)











Taux moyen de rotation

Taux de rendement moyen

Taux de rentabilité moyen

Prime de risque du marché

PER moyen du marché





= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif

= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : Cl - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brym@brym.org. Site Web : www.brym.org

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)

= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende

= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

Chine

Lutte «sans pitié» contre la corruption dans la tech

Pékin a annoncé vendredi, sa volonté de s'attaquer à la corruption, notamment dans le secteur technologique, ce qui a fait reculer en Bourse l'action du géant de l'ecommerce Alibaba.

e régime chinois a menacé de mener une lutte «sans pitié» contre la corruption, notamment dans le secteur technologique. Lors d'une réunion jeudi, en présence du président Xi Jinping et des plus hauts dirigeants du pays, la Commission d'inspection disciplinaire du Parti communiste chinois (PCC) a promis d'accentuer son combat contre les responsables corrompus. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Xi en 2012, plus d'un million et demi de cadres du PCC ont été sanctionnés pour des faits de corruption. Cette campagne est soupçonnée de servir aussi à éliminer des adversaires politiques internes au camp présidentiel.

Tech dans le viseur

«Il n'y aura aucune pitié pour ceux qui dirigent ou participent à des factions, des cliques ou des groupes d'intérêt politiques au sein du Parti», ont averti les dirigeants chinois, dans un communiqué cité par l'agence Chine nouvelle à l'issue de la réunion. Le compte-rendu vise plus particulièrement les grands groupes privés du secteur technologique, dans le collimateur depuis la fin 2020, et la suspension in extremis de l'entrée en Bourse géante d'une filiale d'Alibaba, Ant Group, imposée par le pouvoir.



• Le géant de l'e-commerce Alibaba paraît particulièrement visé par Pékin. REUTERS

«Discipline financière»

«Les efforts seront redoublés afin d'enquêter et de sanctionner tout fait de corruption lié à l'expansion débridée du capital et au monopole des plateformes», ont menacé les dirigeants chinois. Objectif: «Rompre le lien entre le pouvoir et le capital et renforcer la discipline financière.» Cet avertissement survient alors que la télévision nationale CCTV a commencé à diffuser une série documentaire sur la lutte anticorruption. Cela a fait plonger vendredi le titre Alibaba à la Bourse de Hongkong, qui a cédé près de 6%, vendredi, avant de finir en repli de 3,35%.

Alibaba dans la tourmente

Un dernier épisode accuse

une entreprise non précisée d'avoir corrompu le frère d'un haut responsable de la ville de Hanzghou (est), où le mastodonte du commerce électronique a son siège social. Mais l'examen de registres commerciaux a permis d'établir qu'Ant Group, filiale d'Alibaba spécialisée dans les paiements en ligne et les services financiers, avait investi dans des entreprises contrôlées par le frère en question. Le groupe fondé par le charismatique multimilliardaire Jack Ma a essuyé l'an dernier une amende record de près de 3 milliards de dollars pour abus de position dominante. Jack Ma, qui s'était risqué à critiquer publiquement les autorités de régulation financière fin 2020, a depuis quasiment disparu de la circulation et ne fait plus guère parler de lui dans les médias chinois.

(AFP

<u>Aéronautique</u>

Airbus va recruter au moins 6000 personnes en 2022

Mercredi, le groupe avait annoncé la suppression de 15'000 postes en 2020 lors de la crise traversée par l'aéronautique et l'aviation. Cette année, Airbus veut désormais engager.

irbus va recruter environ 6000 personnes dans la première partie de 2022 et réévaluera ses besoins en cours d'année afin notamment d'accompagner la remontée en cadence de sa production après la crise du Covid-19, a annoncé mercredi l'avionneur européen. Ces embauches, qui se feront dans le monde entier, concernent toutes les activités du groupe (avions commerciaux, défense et espace, hélicoptères), affirme le groupe dans un communiqué, sans précision sur le nombre de recrutements par pays. «Après cette première vague, (...) le nombre de recrutements externes sera réévalué d'ici au milieu de l'année 2022 et nous ajusterons nos besoins en conséquence», affirme le directeur des ressources humaines du groupe, Thierry Baril.

Violente crise

La paralysie du trafic aérien au début de la pandémie avait plongé le secteur aéronautique dans une violente crise, conduisant Airbus à réduire ses cadences de 40% dès avril 2020 et à annoncer 15'000 suppressions de postes. Le chiffre avait finalement été revu à la baisse à la faveur notamment des aides publiques comme les dispositifs de chômage partiel mis en place en France



• Les embauches sont prévues dans le monde entier. Reuters

ou en Allemagne, principaux pays d'implantation de l'avionneur. Le nombre de salariés du groupe est finalement passé de 135'000 fin 2019 à 126'000 au 30 septembre 2021, dernier chiffre disponible. Les 6000 embauches prévues sont justifiées par les «forts signes de reprise dans l'industrie aérospatiale» après la pandémie et le besoin de «préparer l'avenir de l'aviation et de mettre en place la feuille de route pour la décarbonation» de l'aérien, selon Thierry Baril. Un quart des recrutements prévus concernera des «nouvelles compétences» liées à la décarbonation, la transformation numérique et la cybertechnologie.

Remontée en cadence

Airbus, dont la production d'avions de la famille de monocouloirs A320 (A319, A320 et A321) était passée de 60 à 40 appareils par mois pendant la pandémie, a entamé une remontée en cadence et en produit actuellement 45 chaque mois. Il prévoit de remonter à 65 appareils mensuels à l'été 2023. Il envisage même de monter jusqu'à 75 appareils mensuels en 2025, tablant sur la forte croissance du trafic aérien mondial attendue à terme et le besoin des compagnies aériennes de renouveler leurs flottes par des appareils plus modernes, moins consommateurs de carburant et donc moins émetteurs de CO2, principal gaz à effet de serre.

(AFP)

<u>Indonésie</u>

La nouvelle capitale menace d'expulsion des milliers d'indigènes

La création de Nusantara au milieu de l'une des plus grandes forêts tropicales du monde menace au moins 20'000 indigènes indonésiens, s'alarme un groupe humanitaire.

u moins 20'000 personnes appartenant à 21 groupes indigènes indonésiens risquent d'être expulsées de leurs terres pour laisser place à la construction d'une nouvelle capitale à Bornéo, île qui abrite l'une des plus grandes forêts tropicales au monde, ont averti vendredi l'Alliance des peuples indigènes de l'archipel (AMAN). Ils mettent le doigt sur les lois autorisant le déménagement de Jakarta et qui ne protègent pas suffisamment les droits fonciers des communautés. Le groupe humanitaire a lancé cet avertissement après que le Parlement a approuvé mardi le transfert de la capitale qui occupera plus

de 56'000 hectares dans la province de Kalimantan Est, sur l'île de Bornéo, partagée entre l'Indonésie, la Malaisie et Brunei. Baptisée «Nusantara» – qui signifie «archipel» – la nouvelle capitale politique doit être construite à quelque 2000 kilomètres de Jakarta, qui devrait rester la capitale économique.

«Criminalisation» des militants indigènes

«Le projet va déclencher des problèmes, comme la confiscation des terres coutumières et la criminalisation des populations autochtones lorsque ces dernières défendront leurs droits», a déclaré



 Une image de synthèse du futur palais présidentiel indonésien, qui devra être bâti à Nusantara. AFP

vendredi à l'AFP Muhammad Arman, directeur de la politique, du droit et du plaidoyer pour les droits de l'Homme de l'AMAN. «Ils perdront également leurs emplois traditionnels, notamment dans l'agriculture».

«Double peine»

Les données compilées en 2019 par l'association attestent qu'au moins 13 terres coutumières, administrées par les indigènes, se trouveraient dans la nouvelle capitale. Les communautés autochtones de Bornéo étaient déjà en conflit contre des entreprises qui ont obtenu des contrats de plantation sur environ 30'000 hectares de leurs terres. «C'est comme une double peine pour ces communautés. D'abord, elles doivent se battre contre les entreprises et, à l'avenir, elles devront affronter leur propre gouvernement pour le projet de la nouvelle capitale», a déclaré M. Arman.

Capitale futuriste

Une enquête récente menée par des groupes de défense des droits, dont AMAN, a révélé qu'au moins 162 permis d'exploitation minière, de plantation, de sylviculture et de centrales électriques au charbon avaient été accordés dans la zone de la nouvelle capitale. Au total, plus de 256'000 hectares ont été réservés en vue d'une expansion du projet. Les premières maquettes de la nouvelle capitale montrent un projet utopiste de ville intelligente construite au milieu des arbres, mais peu de détails ont été confirmés à ce stade.

(AFP)

COMMUNIQUE... COMMUNIQUE... COMMUNIQUE...

IL est porté à la connaissance de tous les acquéreurs qui ont acheté des terrains auprès de la collectivité AWOUDJA représentés par ANYIGBANYON Komlan Akpabla et la collectivité ADJIMA représenté par ADJOYI Komlan Innocent tous de la grande collectivité FOSSOU à Zanguera quartier Dangbessito (ZOGBE-TONOU) que leur mandat a été révoqué et remplacé par ANYIGBANYON Komlanvi et ADJOYI Kodjo.

Par conséquent ils informent tous ceux qui ont acquis des parcelles auprès des anciens Mandataires de bien vouloir cesser tous travaux jusqu'à nouvelle ordre.

Ils prient également toutes autres personnes désireuses d'acquérir de nouvelles parcelles dans le dit domaine de sursoir à leurs intentions. L'affaire étant toujours pendante au tribunal de première instance de Lomé.

Pour toutes autres informations veuillez contacter le cabinet de maitre ALOEYI Komlan ou appeler le 90 20 10 85

HOROSCOPE finance

Bélier Vous pourrez profiter de cette journée calme pour réorganiser votre budget. Grâce au soutien de Saturne, vous saurez en effet améliorer nettement votre gestion, au point, pour quelques natifs, de s'apercevoir qu'ils peuvent très facilement faire quelques économies.

Mars vous rendra exagérément optimiste et vous incitera à sous-estimer les difficultés financières. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème, sinon vous risquez des pertes.

Gémeaux

L'influence du Soleil dans le secteur argent vous inclinera à améliorer vos revenus. Mais attention à Mars, qui pourra dans le même temps vous pousser à trop dépenser. Restez raisonnable si vous tenez à mettre quelques économies de côté pour vos vacances ou autres.

Cancer L'ambiance planétaire sera neutre dans l'ensemble pour tous les natifs du signe. Cependant, elle peut réserver des chances dans les placements financiers et dans le domaine de l'argent autre que celui gagné par le travail.

La présence de Vénus dans le secteur financier n'inspire a priori aucune inquiétude, car il s'agit d'une planète par nature assez positive. Cependant, l'aspect négatif de Vénus devrait vous inciter à vous montrer prudent. Couvrir votre entourage de cadeaux est très appréciable, à condition que votre générosité ne vienne pas compromettre l'équilibre de

Vierge

Trois astres, pas très gentils, se ligueront. Leur impact combiné peut se révéler dangereux sur le plan financier. Manque de prévoyance, impulsivité, dépenses imprévues et importantes pourront vous déséquilibrer. Reste que quelques natifs sauront profiter de cet impact planétaire pour tenter leur chance et réussir une opération très rentable.

Balance Saturne, en général, ne promet pas le pactole. Mais comme il sera en harmonie avec les autres planètes, il vous sera tout de même utile : il va en effet vous inciter à faire preuve de sérieux et de prévoyance en matière pécuniaire, ce qui, habituellement, n'est pas votre fort.

Scorpion Vous aurez probablement l'occasion de réaliser des bénéfices importants si vous gérez vos intérêts avec vigilance. Reste que la Lune est tout de même un astre assez imprévisible et que certains d'entre vous pourront connaître une déception ou des contretemps. Faites notamment attention si vous avez de l'argent placé en Bourse ; cette planète n'étant jamais favorable à ce type de placements, ce ne sera pas le moment de jouer avec

Sagittaire Mercure vous poussera à instaurer un programme d'économies. Vous gérerez sérieusement votre budget. Cependant, ne passez pas d'un extrême à l'autre : vous pourriez rater des affaires!

L'influence du Soleil dans le secteur argent va mettre momentanément l'accent sur votre équilibre financier. Vous aurez l'occasion d'améliorer votre situation. N'hésitez pas à réclamer votre dû, quels que soient vos

Verseau débiteurs.

Vos finances ne connaîtront pas de variations notoires. Avec l'appui de la planète Pluton, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve par-Poissons fois même d'un flair remarquable.

Vous n'hésiterez pas à prendre des risques financiers, dans l'espoir de développer plus rapidement votre situation. Cela devrait réussir, grâce aux influx toniques de Jupiter. Mais évitez de faire part de vos intentions à des personnes autres que vos conseillers ; "n'étale pas tes entrailles pour que les corbeaux s'en repaissent" (proverbe

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières Email: leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP) Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU $(+228\ 96\ 26\ 05\ 15)$

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE $(+228\ 91\ 46\ 14\ 79)$

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE $(+228\ 90\ 05\ 05\ 08)$

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO $(+228\ 97\ 78\ 79\ 07)$

<u>Rédacteurs</u>

Eyram AKAKPO Bernard AFAWOUBO Nicole ESSO Junior AREDOLA Vivien ATAKPABEM Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU (+22892109353)

Correcteur Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

• Eco-Opportunités





RÉPUBLIQUE TOGOLAISE Travail - Liberté - Patrie

AVIS AUX CONTRIBUABLES

Relatif aux échéances des obligations déclaratives et de paiements fixées au 31 janvier 2022

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle à tous les partenaires contribuables assujettis qu'au plus tard le 31 janvier 2022, ils ont l'obligation de faire :

- le dépôt de la Déclaration Annuelle des Salaires (DAS), pour le compte de l'exercice 2021, conformement aux dispositions de l'article 28 du Livre des Procédures Fiscales (LPF);
- la déclaration et le paiement du 1^{er} acompte provisionnel des impôts et taxes suivants, conformément aux dispositions des articles 114 à 117 du Code Général des Impôts (CGI) et 25, 55, 57 du LPF :
 - l'Impôt sur les Société (IS),
 - l'Impôt sur le Revenu (IR) catégorie revenus d'affaires,
 - la Taxe Professionnelle Unique (TPU) selon le régime déclaratif,
 - la Taxe Professionnelle Unique (TPU) selon le régime forfaitaire;
- la déclaration et le paiement du 1^{er} acompte provisionnel du droit de Patente, conformément aux dispositions des articles 118 du CGI, 84 du LPF et à l'Instruction N°001/2021/OTR/CG/CI/CPPS du 18 janvier 2021 relative aux modalités de liquidation et de recouvrement du droit de patente et de sa gestion transitoire.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour le respect scrupuleux du présent avis.

Fait à Lomé, le 2 1 JAN 2022

Le Commissaire Général p.i.

9

Philippe Kokou B. TCHODIE

FÉDÉRER POUR BÂTIR WWW.otr.tg

41, rue des impôts 02 B.P.: 20823 Lorné - TOGO

Tél.: +228 22 53 14 00 e-mail : otr@otr.tg

e-mail: otr@otr.tg

FNFI / Témoignages

L'histoire atypique de NABEDE Awilanéna

Chaque bénéficiaire du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a une histoire particulière. Celle de dame NABEDE Awilanéna est atypique et révèle la bravoure de la femme togolaise, sa résilience aux chocs et sa détermination à s'imposer dans l'arène économique. On peut le dire d'emblée, les femmes sont les meilleures actrices de l'économie nationale et rien ne parvient à leur arracher ce leadership. L'avènement du FNFI les y conforte plutôt, les valorise et renforce leur épanouissement pour le bien de leurs familles et de la société toute entière. Puisque que la femme est l'épine dorsale de la famille et de la société.

our une veuve qui a à charge une demi dizaine d'orphelins, Awilanéna, vendeuse de céréales au grand marché de Kara s'en sort bien. Sinon qu'elle allie intelligence, passion pour les affaires et rationalité pour développer son commerce au rythme des opportunités qui s'offrent à elle. Et sur son parcours, le FNFI reste sa plus grande opportunité depuis cinq ans qu'elle l'a connue et bénéficie progressivement de ses produits. "Avant de connaître le FNFI, je prenais des crédits auprès des usuriers. Mais cela nous revenait très cher car le taux d'intérêt était très élevé", se souvient-elle. De ce fait, quand elle achète puis écoule ses céréales, elle avait une marge de bénéfices très modeste. Mais la jeune dame n'avait pas le choix. Du moins, jusqu'à rencontrer le FNFI. " Il y a cinq ans, j'ai pris mon premier crédit de 30.000 f'', témoigne Awilanéna. Avec ce financement, elle parvenait à poursuivre son commerce de céréales en détails dans le grand marché de la métropole du septentrion. Fidèle au remboursement, elle a rapidement gravi les étapes jusqu'au montant de 100.000 F. Pour elle, les choses sont devenues très sérieuses. Elle revoit ses ambitions à la hausse : quitter la vente en détails pour le gros. Mais comment y parvenir puisqu'il faut beaucoup plus de ressources ? Elle en était là quand le produit Nkodédé a été initié. "C'était avec une grande joie que j'ai



appris l'existence de Nkodédé. C'est le produit qui fait de nous de vraies femmes d'affaires et des acteurs économiques majeurs", clame celle qui dirige un groupement de 721 femmes. Pour avoir bénéficié d'un financement de 3,5 millions FCFA, elle développe son projet de commerce de céréales en gros. Désormais, elle vend des sacs de maïs, de soja, de haricot... Mieux, elle a diversifié ses lieux d'approvisionnement. " Avant, je prenais les céréales seulement dans la Kozah. Mais à présent, je vais dans des zones très éloignées pour les acheter. Et ils me reviennent moins chers", confesse-t-elle, sourire aux

lèvres, signe d'un épanouissement. Au sommet de son art, NABEDE Awilanéna peut donner des conseils à toutes les femmes togolaises: " il faut que la femme togolaise continue d'être battante. Elle doit toujours s'imposer dans le domaine de l'économie sans attendre la générosité de quiconque. Le FNFI est pour nous tout ce qu'il faut pour évoluer". Aux bénéficiaires du FNFI, elle lance un appel pour la poursuite du bon remboursement des crédits. C'est cela qui va perpétuer l'institution afin que toutes les femmes en bénéficient.

Avec FNFI



Vie associative

Le SYNDOP-PAL a un nouveau bureau

Le Syndicat des dockers professionnels du port autonome de Lomé (SYNDOP-PAL) a tenu son deuxième congrès le vendredi 21 janvier 2022 à Lomé.



Bernard AFAWOUBO

ans l'optique de disposer d'un représentant qui peut porter leur revendication auprès de l'employeur, les dockers professionnels ont jugé bon d'avoir leur propre syndicat. C'est d'ailleurs ce qui a conduit à la création du Syndicat des dockers professionnels du port autonome de Lomé en 2019. Ce syndicat a tenu son deuxième congrès le vendredi 21 janvier 2022 à Lomé. Axé autour du thème : « Les dockers professionnels au centre de l'amélioration constante des performances dans l'espace portuaire et son implication pour un service de qualité », ce congrès a été une occasion pour les membres du syndicat de renouveler leur instance dirigeante pour un mandat de quatre ans. A en croire Syria MEDJI, Secrétaire général Syndicat des dockers professionnels du port autonome de Lomé, ce congrès se tient après une révision des textes qui a permis de ramener à quatre ans le mandat de son instance décisionnel. « Nous avions voulu réviser textes conformément aux nouvelles dispositions et pouvoir fonctionner en fonction de cette nouvelle disposition donc en cela le mandat est revenu à quatre ans renouvelable une fois. Ce mandat c'est un du nouveau défi qui est lancé parce que l'objectif visé depuis deux mille dixneuf n'est pas encore totalement atteint donc avec la collaboration de mes collègues membres du bureau et la solidarité que nous avons au sein des dockers professionnels plus le partenariat de discussion avec nos employeurs je suis sûr que ses quatre ans vont donner un bon résultat » a-t-il déclaré. Et de poursuivre que « l'objectif primordial c'est que les dockers professionnels que je représente est un travailleur en contrat CDI avec le port autonome de Lomé mais qui n'a pas un contrat digne de ce nom. Aussi, il ne dispose pas d'un salaire de base conformément au poste qu'il occupe et c'est un objectif vraiment très préoccupant pour tous les dockers parce qu'aujourd'hui le travail de manutention a beaucoup évolué avec le portique et chaque docker professionnel à une qualification parce que nous passons par un centre de formation ou après la formation on nous délivre un certificat de fin de formation. Il urge qu'on nous définisse un salaire de base conformément au poste occupé. » Il a par ailleurs indiqué que les dockers sont exposés à 90% à des risques fatals mais ne sont pas rémunérés à la hauteur des forces déployées. « Les conditions de travail des dockers sont pénibles et à haut risque qui nécessitent que ces travailleurs soient véritablement pris en compte et rémunérés en fonctions et jouissent des avantages tels que les dispositions internationales le souhaitent ». Selon Georges MISSODE, secrétaire général de la fédération des transports de l'industrie, du commerce et des arts et métiers à l'union national des syndicats au Togo, le Syndicat des dockers professionnels du port autonome de Lomé est un syndicat bien engagé ce qui témoigne leur présence à son côté.



Baromètres Togo

	300
Principaux pays partenaires	
Principaux clients	2017
(% des exportations)	
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%
Source : Comtrade, dernières données disponib	les

Principaux fournisseurs	2017
(% des importations)	
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source: Comtrade, dernières données disponibles https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



779,8 milliards de FCFA mobilisés en 2021 grâce à vous. L'OTR vous remercie pour votre contribution

Evolution des recettes de 2020 à 2021

779,8 Md 2021

655,2 Md 2020

779,8 milliards mobilisés en 2021 soit une hausse de 19% par rapport à 2020

Ensemble faisons avancer notre pays et contribuons à l'équilibre social





